



**Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires**

## **UNE JOURNEE QUI FERA DATE**

**L**a journée de mobilisation, de manifestations et de grèves du 29 janvier est d'une ampleur exceptionnelle.

**Les actions diverses, rassemblements, débrayages, grèves et manifestations ont rassemblé des foules considérables de salariés – du secteur privé comme du secteur public – sur tout le territoire.**

Pour la Fonction publique de l'Etat, les éléments d'ores et déjà en notre possession indiquent clairement une participation massive au mouvement.

En moyenne, le taux de grévistes se situe aux environs de 40 à 45 % (plus de 60 % dans le premier degré, 45 % à Bercy sur les 2 ministères, des pics historiques au ministère de la Culture...).

La participation est toute aussi significative dans la territoriale et l'hospitalière.

Le message est clair : le Président de la République, le Gouvernement et le MEDEF doivent entendre le mécontentement et les revendications légitimes des salariés et changer radicalement de politique.

Pour la Fonction publique, l'augmentation importante des salaires est immédiatement à l'ordre du jour, les suppressions d'emplois doivent être stoppées au profit de créations là où le besoin est crucial, les réformes doivent être conduites dans l'intérêt de toute la population et le souci de l'intérêt général ce qui implique le retrait pur et simple de la plupart des projets actuels.

**Sur l'ensemble de ces questions, des négociations immédiates doivent être ouvertes !**

Si tel n'était pas le cas, ce seront bien les autorités qui feront le choix de l'affrontement et du conflit.

L'UGFF continuera de prendre toutes ses responsabilités. Si les exigences des salariés ne sont toujours pas entendues, elle militera pour que des prolongements très rapides à la journée du 29 janvier soient décidés, dès les rendez-vous unitaires de la semaine prochaine. Elle appelle les syndicats et les personnels à débattre sans attendre de ces perspectives.

**Pour gagner sur nos revendications,  
plus que jamais, l'heure est à l'action unitaire**

Montreuil, le 29 janvier 2009